

# Turquie : un risque de coup d'Etat ?

mercredi 30 juillet 2008, par [Marillac](#), [Oral Çalışlar](#)

**Ce sont plus de 7000 personnes qui ont pris part samedi dernier à la [marche](#) organisée par différentes organisations de la société civile.**

Intitulée « *70 millions de pas contre le coup d'Etat* », elle était organisée à Istanbul entre Tünel et Taksim. Les personnes qui ont défilé à cette occasion étaient là parce qu'elles pensaient ainsi participer à une opération visant à prévenir quelque coup d'Etat que ce soit.

Le même jour on apprenait dans nos journaux (le quotidien Taraf, quotidien récemment créé et issu de la mouvance démocrate, NdT) qu'il était un plan d'action propre aux Forces Armées Turques dont les détails et les procédures une fois examinées faisaient immédiatement penser à un coup d'Etat.

Et les déclarations de Mustafa Özyürek, le secrétaire général du CHP (gauche nationaliste, NdT) n'ont pas non plus manqué d'un certain intérêt : « il est des détails dans cette information. Et il est nécessaire de joindre à ces détails des explications détaillées. En outre si conformément à ce que déclare l'Etat-major, ce document n'est pas un document officiel s'il n'émane pas de la hiérarchie militaire, alors de qui émane-t-il ? Il faut éclairer l'opinion publique à ce sujet. Les missions de l'armée turque telles que définies lors de sa fondation sont des plus claires.

Sa fonction première est d'assurer la sécurité interne et externe du pays. En dehors de ces missions, il n'est pas juste qu'elle mène des actions dans les domaines politique ou les espaces de responsabilité des organisations de la société civile. Car dans ce cas, elle irait manifestement au-delà de ses attributions juridiques. Il nous faut savoir si comme le laisse entendre ce document publié dans la presse, de telles activités ont été ou non menées ? Des fonds spéciaux y ont-ils été affectés, oui ou non ? Si oui, comment les versements ont-ils été effectués depuis les allocations budgétaires ? Bien sûr il faudra éclaircir tout ceci pour l'opinion publique... »

Nous pouvons affirmer que la Turquie est en train de traverser une crise structurelle. Dans l'après coup d'Etat du 12 septembre 1980, les institutions de notre pays ont été refondues selon une logique autoritaire. Et la clé de voûte de cette opération de consolidation fut sans aucun doute la constitution. Le principe de base de cette réorganisation autoritaire des pouvoirs était de placer sous contrôle le socle même de la démocratie que l'on nomme la volonté populaire.

Dans les démocraties développées, il est un principe certain : celui de la séparation des pouvoirs. Il s'agit d'imposer la nécessité d'un contrôle de tout pouvoir. La capacité de ces régimes à exister en tant qu'Etats de droit est directement liée à une organisation des pouvoirs orientée par la protection des droits individuels.

Or chez nous, cette organisation est indexée non sur le principe de l'Etat de droit mais sur celui de l'Etat autoritaire.

De l'institution du Conseil de Sécurité Nationale jusqu'aux compétences de la Cour Constitutionnelle, le système tout entier est tourné vers la nécessité de protéger l'Etat contre le changement, de maintenir en permanence les institutions autoritaires de l'Etat autoritaire comme une pression permanente sur la société.

Pourquoi parle-t-on de risque de coup d'Etat, non pas dans des Etats développés mais dans des pays comme le Pakistan, la Thaïlande ou l'Indonésie ? Parce que les régimes dans lesquels les militaires jouent un rôle politique sont des régimes de pays sous-développés. Si nous avons la volonté de passer dans la ligue supérieur des pays développés, nous devons éloigner de nous, et le plus loin possible, toute possibilité d'un coup d'Etat.

La principale raison du débat qui nous agite aujourd'hui se tient précisément ici. Je n'ai de cesse de

discuter avec des gens pour qui « la démocratie est prématurée en Turquie. La Turquie n'est pas digne de la démocratie. » Si vous saviez le nombre de personnes de ma connaissance qui se disent de gauche et républicains et qui ne souhaitent rien d'autre à la Turquie que d'être placée sous la coupe d'un régime autoritaire à parti unique !

Aujourd'hui, il n'est plus aucune possibilité pour un coup d'Etat franc et direct. Et ceux qui ont saisi cela, cherchent alors à faire perdurer le régime traditionnel en adaptant leurs méthodes et en jouant sur ce qu'on appelle les armes de « la guerre psychologique ».

On peut, à la lumière des documents produits récemment dans la presse turque, se dire légitimement que nous sommes confrontés à une telle situation.

Et c'est pourquoi nous devons, quant à nous, en profitant de cette situation précisément, pour nous mettre en marche pour la démocratie... C'est bien ce qu'exprimaient ces milliers de personnes samedi dernier entre Tünel et Taksim.

---

## **Sources**

Source : Radikal, le 23-06-2008

- Traduction pour TE : Marillac